

République de Côte d'Ivoire

Union – Discipline – Travail



Ministère de l'Agriculture

CONCERTATION REGIONALE SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE
ET NUTRITIONELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST,
COTONOU/BENIN, 11 au 14 MARS 2009
Campagne agricole 2008/2009

RAPPORT COTE D'IVOIRE

SOMMAIRE

I. FAITS SAILLANTS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009	3
1.1. Pluviométrie	3
1.2. Spécificités au niveau des récoltes de la saison agricole 2008	4
II. RESULTATS DEFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009	4
2.1. Cultures vivrières	4
2.1.1. Céréales	4
2.1.2. Racines, tubercules et plantains	4
2.1.3. Cultures légumières et maraîchères	5
2.1.4. Oléagineux	5
2.2. Cultures de rente	5
2.2.1. Anacarde	5
2.2.2. Cacao	5
2.2.3. Coton	6
2.2.4. Café	6
2.3. Bilan alimentaire	7
III. SITUATION DU CHEPTEL ET ETAT DES PATURAGES	7
IV. EVOLUTION DES PRIX	8
V. POLITIQUE COMMERCIALE EN VIGUEUR	8
VI. ANALYSE DE LA VULNERABILITE	15
VII. SITUATION NUTRITIONNELLE	17
VIII. MESURES PRISES PAR L'ETAT (EN 2009) POUR LE RENFORCEMENT/AUGMENTATION DE LA POPULATION AGRICOLE (CAMPAGNE 2009-2010), L'APPROVISIONNEMENT DES MARCHES, L'ACCES AUX ALIMENTS, ETC	19
8.1. Programme d'urgence riz	19
8.2. Programme d'urgence autres vivriers	19
8.3. Programme national de sécurité alimentaire et nutrition (PNSAN)	20
8.4. Financement des programmes	20
CONCLUSION	21

I. FAITS SAILLANTS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009

1.1. Pluviométrie

Globalement les précipitations ont été plus abondantes par rapport à 2007 mais avec quelques caractéristiques.

Typologie	Zones concernées	Impact
Normale (régulière et bonne répartition)	<ul style="list-style-type: none"> • Région des lagunes, • Région du Fromager, • Région du Haut Sassandra, • Bas-Sassandra 	Favorable au développement des cultures
Retard des pluies	<ul style="list-style-type: none"> • Région du Moyen Cavally (dans certains villages de Duékoué) et région des savanes • (Boundiali) 	Semis précoce, plusieurs cas de resemis enregistrés pour faute de mauvaise levée.
Arrêt précoce des pluies	<ul style="list-style-type: none"> • Région des savanes, • Région du Denguélé, • Région Bafing. <p>Exemple : Denguélé: 136 mm de pluie d'Octobre à Novembre en 2007 contre 56 mm en 2008 soit 80 mm de pluie de différence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faible production de riz , de Maïs , de Mil et de Sorgho, car survenu au nomment du remplissage des grains. - Cas de Récolte difficile de l'arachide avec l'assèchement des sols.
Excès des pluies (forte concentration des pluies de Juillet et Août 2008)	<p>Des localités des Régions du Moyen Cavally (Guiglo, Bolequin, Toulepleu), des Montagnes, du Zanzan (Bouna, Doropo), du Haut Sassandra.</p> <p>Ex: Guiglo de Juin à Août 2007: 452,6mm contre 788,8mm en 2008 soit une différence de 336, 2mm de pluie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faible tubérisation des ignames tardives (bas fonds et sols argileux). - Inondation du riz de bas-fond - Retard pour la mise en place des cultures de contre saison. - Vents violents, Chute des pieds de bananiers. - rivières en crue, voies et ponts coupés: difficulté d'évacuation des Ignames Précoces)

1.2. Spécificités au niveau des récoltes de la saison agricole 2008

Spécifications	Faible Récolte par rapport à 2007	Causes
<u>Céréales</u> (riz, maïs, mil, sorgho)	Faible remplissage des grains de céréales dans certaines localités des Régions du Denguélé, des Savanes, des Montagnes et du Bafing	- Retard des pluies - Arrêt précoce des pluies - Semences locales vieillissantes - Pauvreté des sols et faible utilisation de l'engrais
<u>Féculeux</u> (Igname, manioc, Tarot, Banane)	-Faible tubérisation de l'Igname tardive dans toutes les zones de production. -Quelques chutes de bananiers	- Abondance des pluies - Vents violents
<u>Légumineuses</u> (arachide, haricot)	Récolte difficile de l'arachide dans la région des savanes	Arrêt précoce des pluies, assèchement des sols.

II. RESULTATS DEFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009

Les différents résultats présentés sont des estimations de la Direction en charge des statistiques agricoles

2.1. Cultures vivrières

2.1.1. Céréales

Céréales	Campagne 2008/2009	
	Productions	Part (%) de la production alimentaire
1-Riz paddy	683 671	5,12
2-Mais grains	681 000	5,10
3-Mil	49 000	0,37
4-Sorgho	44 000	0,33
S/Total	1 457 671	10,91

2.1.2. Racines, tubercules et plantains

Cultures		
	Productions	Part (%) de la production alimentaire
5-Igname	6 932 948	51,87
6-Manioc	2 951 156	22,08
7-Taro	93 639	0,70
8-Patate	62 016	0,46
9-Banane Plantain	1 555 454	11,64
S/Total	11 595 213	86,76

2.1.3. Cultures légumières et maraîchères

Cultures	Campagne 2008/2009	
	production	Part (%) de la production alimentaire
10-Haricot sec	32 689	0,24
11-Aubergine	78 477	0,59
12-Gombo	115 867	0,87
13-Tomate	28 788	0,22
S/Total	255 821	1,91

2.1.4. Oléagineux

Cultures	Campagne 2008/2009	
	production	Part (%) de la production alimentaire
14-Soja	6 174	0,05
15-Arachide	49 885	0,37
S/Total	56 059	0,42

Les productions ont été bonnes en général mais avec quelques spécificités dans certaines zones qui ont enregistré des retards, des arrêts précoces des pluies ou des excès de pluies .

Des localités des régions des Savanes, du Denguélé et des Montagnes sont concernées. Dans ces zones, les récoltes de la saison agricole 2008 sont plus faibles que celles de l'année 2007.

2.2. Cultures de rente

2.2.1. Anacarde

Les augmentations des superficies sont importantes avec toutefois une stagnation dans quelques zones à pression foncière comme Bouna (Niadèguè), Bondoukou (Soko) dans la région du Zanzan et la zone dense de la région des Savanes Korhogo et Ferkessedougou.

Au plan de la production, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui le premier producteur africain de noix de cajou et le deuxième au niveau mondial après l'Inde.

Les prix officiels en général ne sont pas respectés à l'exception de certaines localités dans les régions des savanes (Dikodougou) et du Zanzan, (localités frontalières du Ghana ou les prix fixés sont incitateurs et varient entre 100 F et 250 F.

En 2008 l'engorgement au port pendant la campagne avait fait baisser les prix

2.2.2. Cacao

La production en général en 2008 d'après les informations de terrain connaît une tendance baissière causée par le vieillissement des vergers, le Manque d'entretien, l'Expansion importante du Swollen Shoot de l'Est vers l'Ouest, le fort développement de la pourriture brune favorisée par l'abondance des pluies et la forte densité des plantations.

2.2.3. Coton

La déstructuration de la filière coton se poursuit avec toujours une importante baisse des superficies dans la région du Denguélé avec cependant une reprise timide dans la région des savanes (CIDT) grâce à la subvention des intrants faites par l'Etat en vue de sauver la filière.

Selon la CIDT, le principe de la caution solidaire est suspendu au niveau des organisations paysannes en vue d'inciter à la création de nouvelles plantations.

2.2.4. Café

La production qui est en décorticage avancé est meilleure que 2007 même avec la réduction des superficies dans plusieurs zones de production au profil de l'hévéa sauf dans la région des montagnes où avec les de la campagne incite à un meilleur entretien des parcelles.

2.2.5. Ananas - Banane - Mangue - Papaye

Au Sud de la Côte d'Ivoire, environ 2 500 petits producteurs (ananas, bananes et papayes) produisent et exportent annuellement, environ 150 000 tonnes de fruits sur le marché européen, soit environ 40 % des exportations.

Au Nord du pays, c'est entre 4 000 et 5 000 tonnes de mangues sur les 10 000 tonnes exportés par la Côte d'Ivoire qui sont issues de la production des petits planteurs (environ 5 000).

Ce secteur d'activité aussi vitale pour notre pays connaît de sérieuses difficultés qui risquent à terme la disparition des petits producteurs.

Ces dernières années, on assiste à :

- un renchérissement du coût des intrants, ce qui a eu une incidence négative sur la rentabilité de nos différentes filières ;
- une absence de structures de financement en amont des filières ;
- des exigences du marché mondial et la concurrence des producteurs sud américains, etc.

Les résultats pour les chiffres disponibles se présentent selon le tableau suivant :

Cultures	Production Campagne 2008/2009 (tonnes)
<u>Cacao</u>	<u>ND</u>
<u>Café</u>	<u>ND</u>
<u>Latex</u>	<u>ND</u>
<u>Huile brute de palme</u>	<u>ND</u>
<u>Coton fibre</u>	<u>ND</u>
<u>Coton graine</u>	<u>ND</u>
<u>Sucre</u>	<u>ND</u>
<u>Noix de cajou</u>	<u>335 000</u>
ANANAS	<u>60 000</u>
BANANE	<u>236 000</u>
MANGUE	<u>6 000</u>
PAPAYE	<u>4 000</u>

2.3: Bilan alimentaire

Population ivoirienne :20 854 000 (INS)

(tonnes)							Disponibilité alimentaire humaine (kg/hbt/an)	Disponibilité énergétique Cal/hbt/jr	Disponibilité en protéine Gr/hbt/jr	Disponibilité en lipide Gr/hbt/jr
Produits	Total disponibilités	Total besoins	Déficits ou excédents	Solde Import /Export	Déficits ou excédents					
1-Céréales	1 193	2 362	169 ⁽¹⁾	1 246	77	98	950	24	7	
2-Racines et tubercules	7 494	6 450	1 044	0	1 044	339	960	11	2	
3- Oléagineux	1 876	1 686	190	(11)	179	12	61	2	7	
4-Légumineuses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5-Huiles végétales	478	252	226	(105)	121	16	395	0	45	
6-Fruits	2 159	1 342	817	(600)	217	74	144	2	1	
7- Poissons	40	113	(73)	0	(73)	2	4	1	0	
8- Légumes	365	184	181	63	244	21	14	1	0	
9-Sucre	2 253	2 258	(5)	0	(5)	9	91	0	0	
10- Viande	370	93	276	24	301	19	88	9	5	
11-Lait	29	119	(91)	139	48	8	13	1	1	
12- Œufs	28	28	0	0	0	1	5	0	0	
13-Boissons	463	500	(37)	21	(16)	23	32	0	0	
TOTAL							2 756	49	68	

III. SITUATION DU CHEPTEL ET ETAT DES PATURAGES

Avec la crise et le départ de l'administration dans les zones Centre, Nord et ouest zones de grande production d'élevage, le suivi de l'activité a été rendu difficile quelques difficile.

La situation se présente comme suit :

Espèces		Nombre
BOVINS	Taurins	1 004 954
	Zébus	532 794
	TOTAL	1 537 748
PETITS RUMINANTS	Ovins	1 631 233
	Caprin	1 281 683
	TOTAL	2 912 916
PORCS	Traditionnel	2 688 883
	Moderne	67 151
	TOTAL	336 034
VOLAILLE	Traditionnel	24 773 239
	Moderne chair	6 022 000
	Moderne ponte	1 766 000
	TOTAL	32 561 539

Source: MIPARH /DPP

IV. EVOLUTION DES PRIX

De façon générale, l'on a observé pour l'année 2008 :

- Une augmentation des prix des denrées alimentaires qui ont oscillé entre 20% et 30%. Pour le riz, elle est de l'ordre de 40%;
- Une augmentation du coût des facteurs de production.

Pour les engrais par exemple leur coût d'acquisition a été multiplié par deux. Cette situation défavorise particulièrement les régions Nord habituées et contraintes à l'usage d'engrais à la faveur de la culture du coton et compte tenu du faible niveau de fertilité des sols de ces régions.

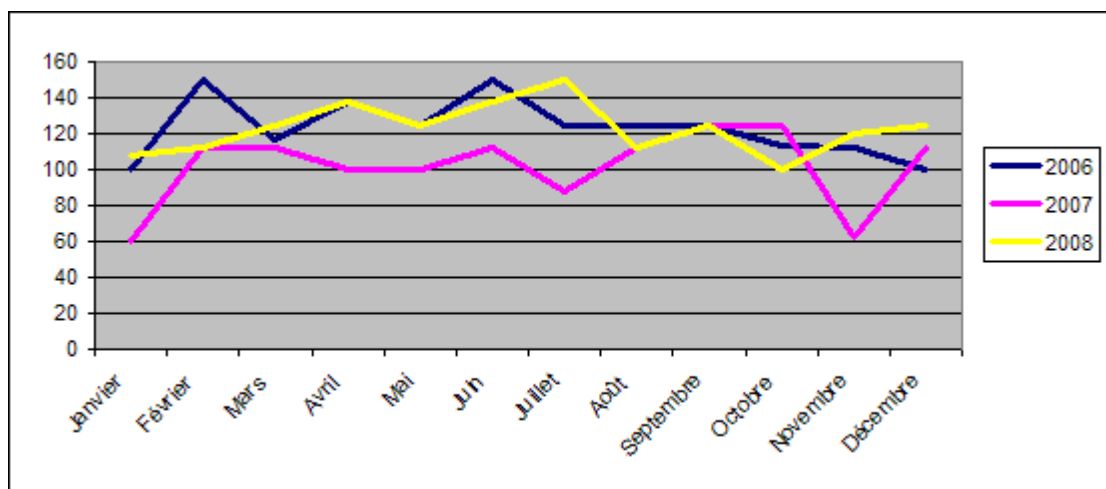
Les différentes augmentations en défaveur des ménages producteurs a réduit le pouvoir d'achat de ces derniers entraînant ainsi une détérioration des conditions de vie des populations.

En guise d'adaptation, l'on enregistre une baisse de la consommation des protéines animales, les produits laitiers, l'huile et le savon. Le savon de fabrication artisanal est plus utilisé. De plus aux dires des populations, la quantité des repas a baissé et la détérioration de la qualité n'est pas à exclure.

Evolution des prix en F CFA/kg

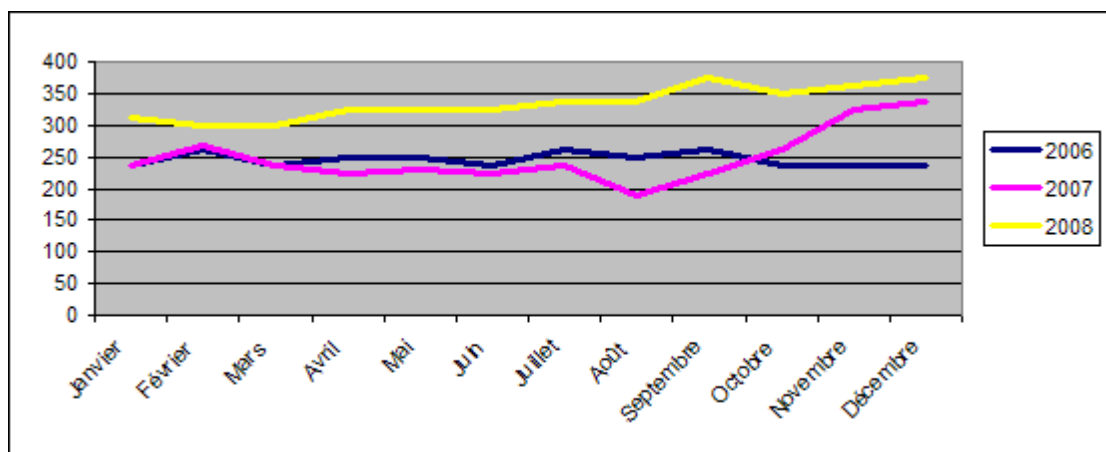
BOUAKE

Mais grain



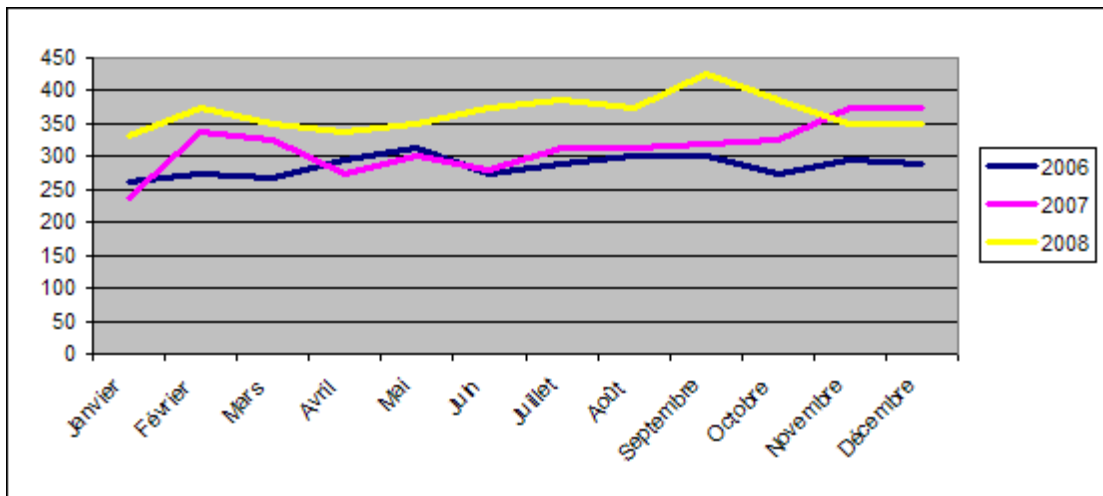
BOUAKE

Riz importé de grande consommation



BOUAKE

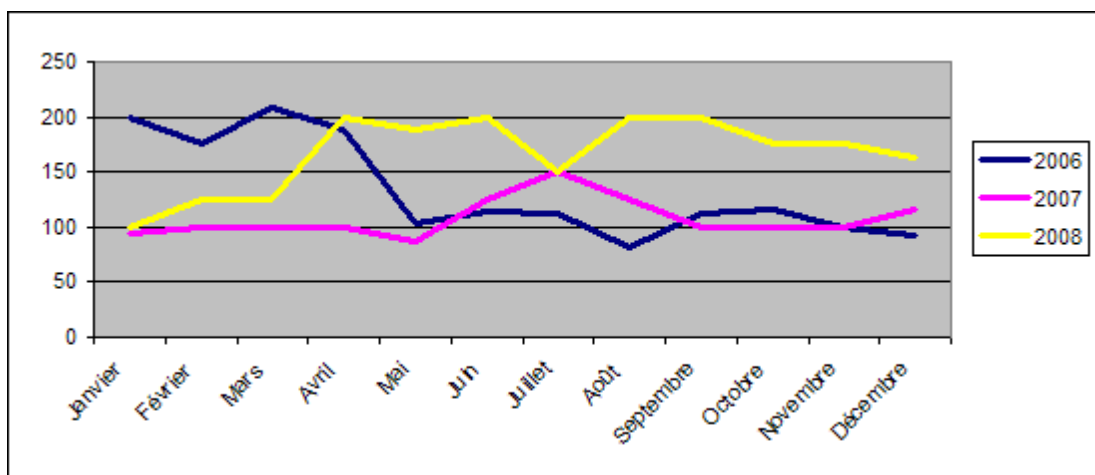
Riz local



Evolution des prix en F CFA/kg

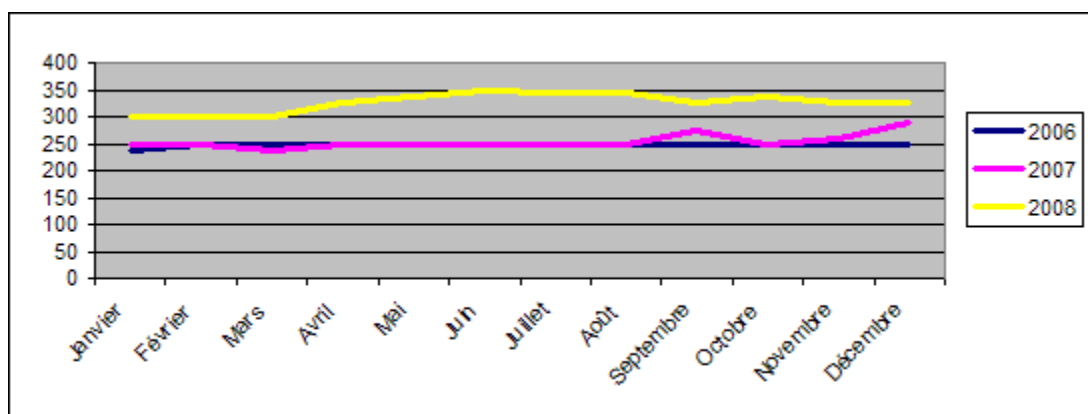
MAN

Mais grain



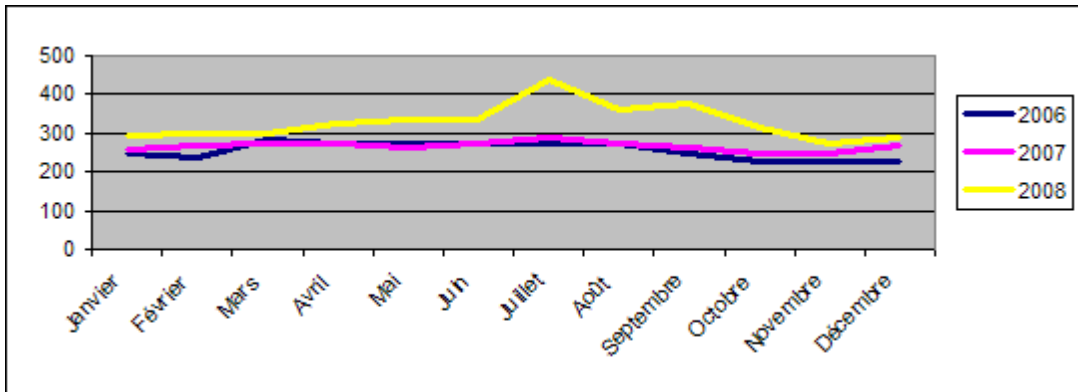
MAN

Riz importé de grande consommation



MAN

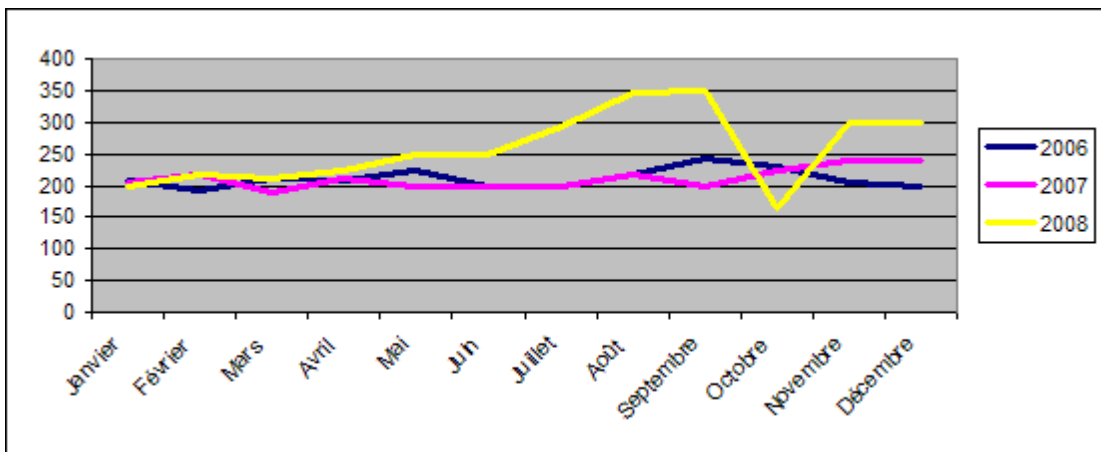
Riz local



Evolution des prix en F CFA/kg

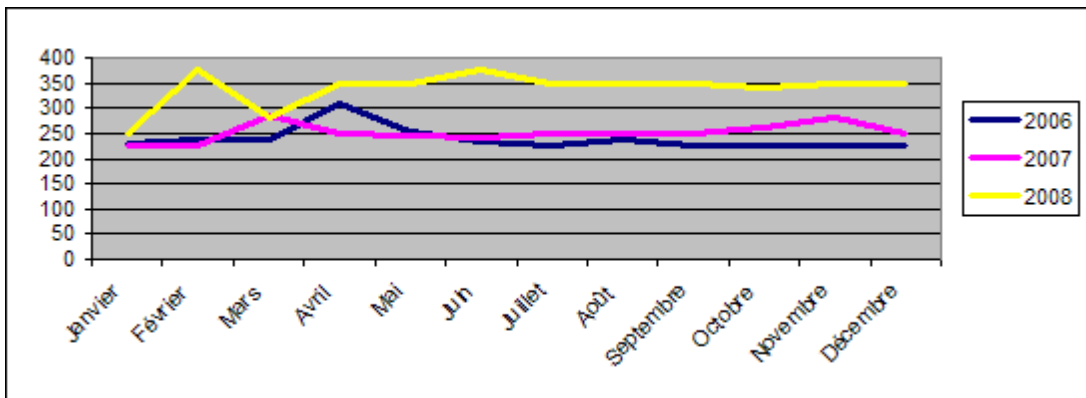
ADJAME

Mais grain



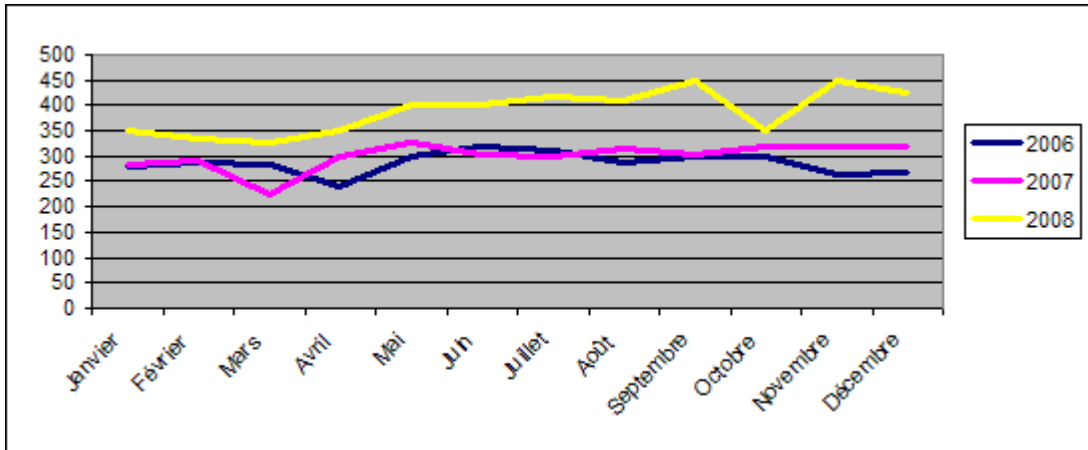
ADJAME

Riz importé de grande consommation



ADJAME

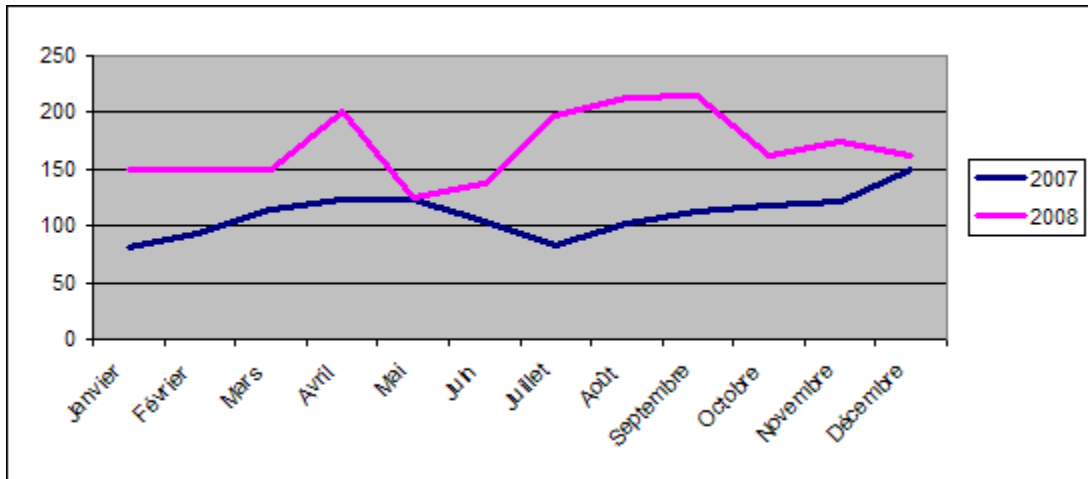
Riz local



Evolution des prix en F CFA/kg

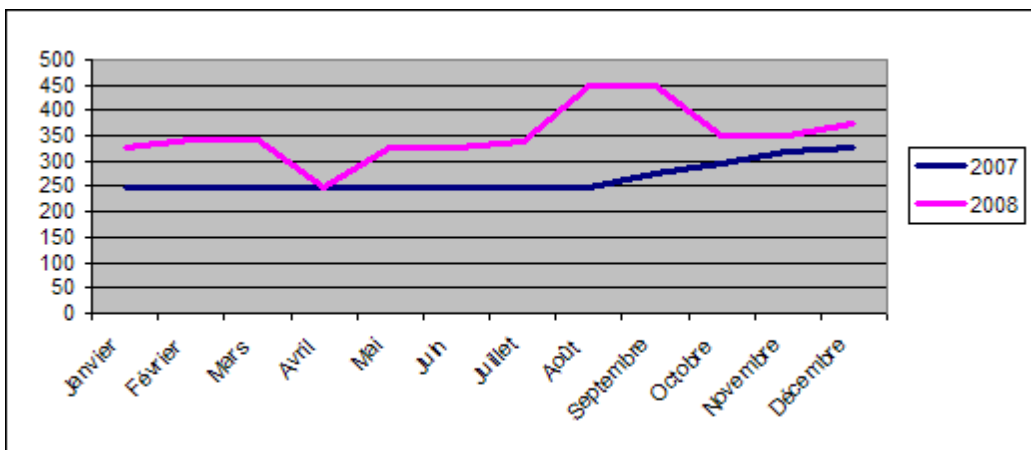
KORHOGO

Maïs grain

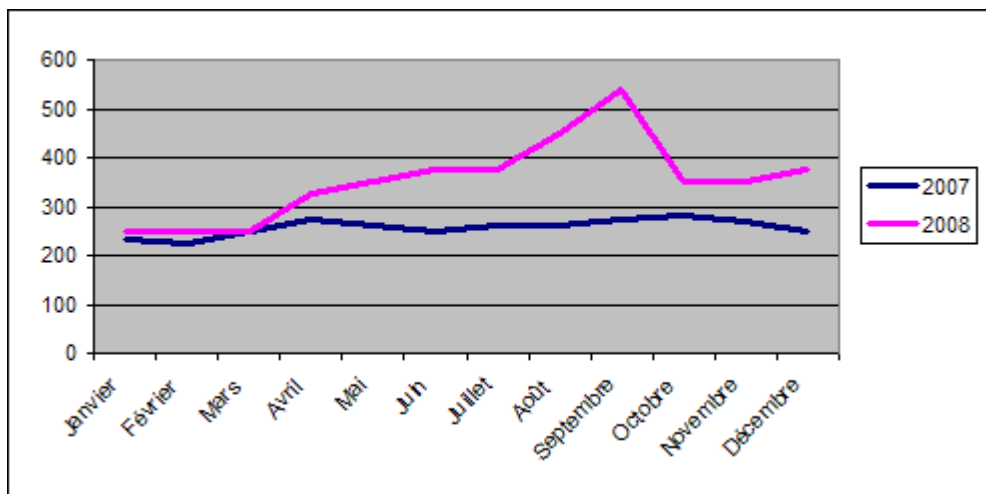


KORHOGO

Riz importé de grande consommation

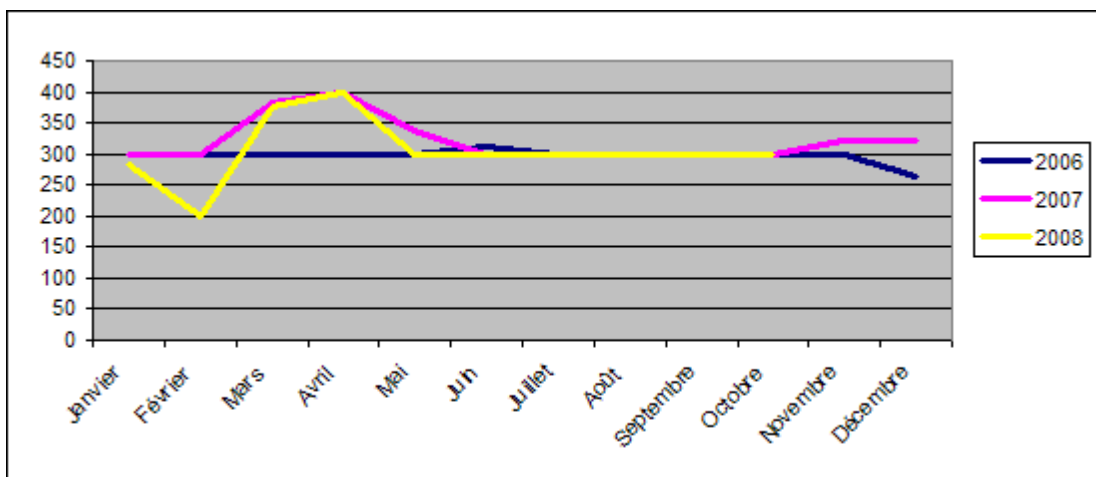


KORHOGO Riz local

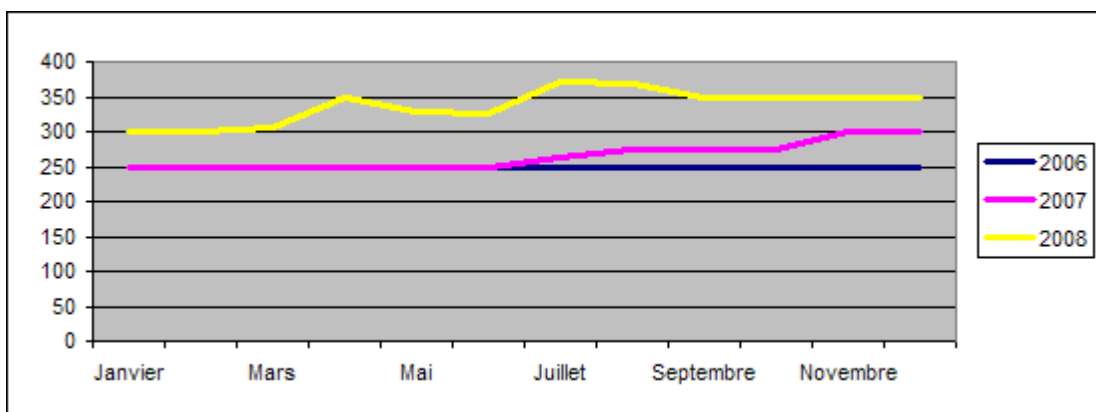


Evolution des prix en F CFA/kg

ABENGOUROU Mais grain

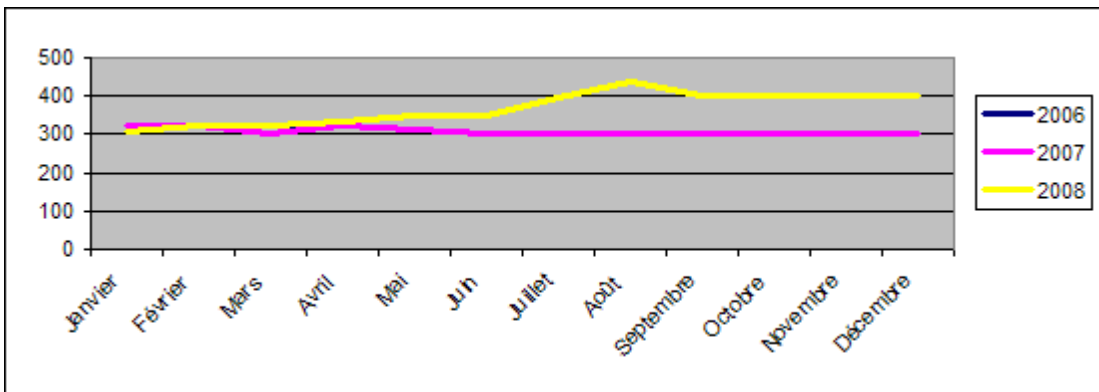


ABENGOUROU Riz importé de grande consommation



ABENGOUROU

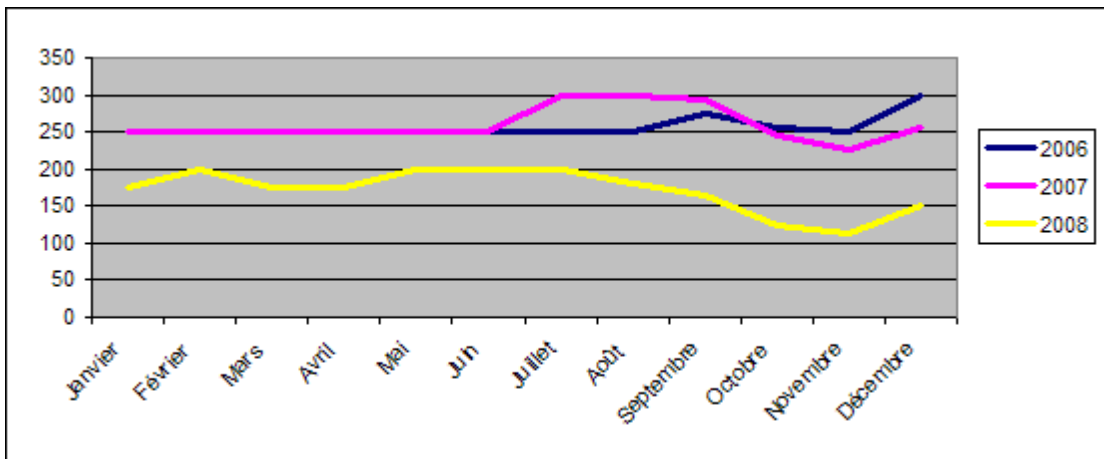
Riz local



Evolution des prix en F CFA/kg

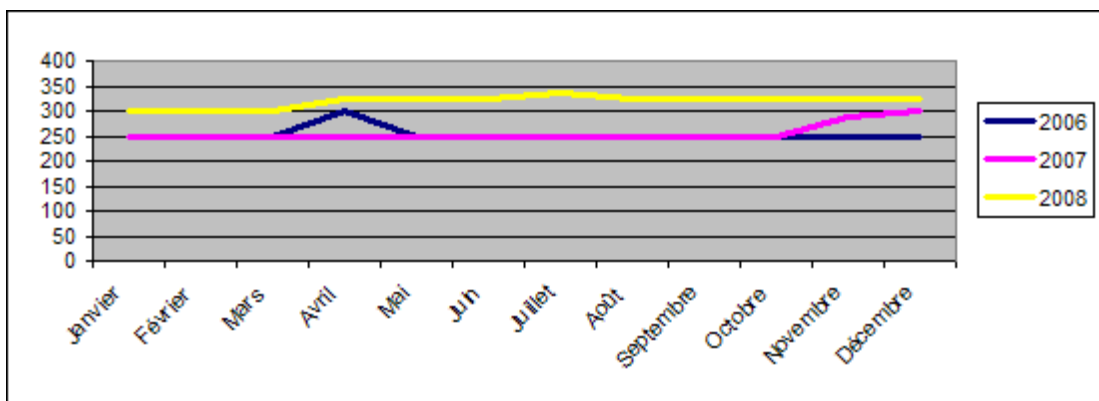
DALOA

Maïs grain



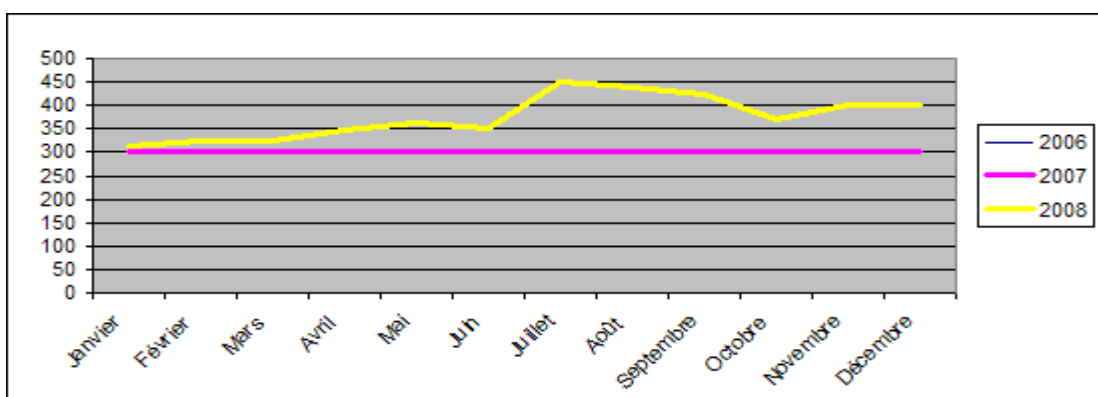
DALOA

Riz importé de grande consommation



DALOA

Riz local



V. POLITIQUE COMMERCIALE EN VIGUEUR

Face donc à la grogne des populations et dans le but de contenir l'inflation, le Gouvernement ivoirien a pris dans un premier temps un certain nombre de mesures réglementaires, à savoir :

- sur proposition du Gouvernement, le Président de la République a pris l'ordonnance n°2008-123 du 1er avril 2008, fixant des allègements fiscaux pour certains produits de grande consommation (riz, huiles raffinées, poissons, etc.). Ces mesures sont toujours en vigueur ;
- des mesures visant à supprimer les coûts implicites administratifs (racket policier, extorsions, tracasseries, etc.) et à assurer la fluidité des approvisionnements internes en denrées alimentaires ;
- la mise en place d'un Comité Interministériel pour examiner les dispositions structurelles à prendre pour maîtriser à long terme l'évolution des prix.

Dans un second temps, le Gouvernement décide de la mise en œuvre d'un plan de relance de la production vivrière en deux (02) étapes :

- l'élaboration d'un programme de relance des productions vivrières pour les moyen et long terme ;
- et dans l'immédiat (2009) un programme d'urgence pour palier aux effets de la flambée des prix des produits de grande consommation.

L'objectif recherché à travers tous ces efforts est de limiter la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et d'assurer durablement par nos propres productions la sécurité alimentaire de la Côte d'Ivoire, voire sa « souveraineté alimentaire ».

VI. ANALYSE DE LA VULNERABILITE

6.1 ZONES A RISQUE ALIMENTAIRE			6.2 POPULATION VULNERABLE IDENTIFIEE	6.4 ACTIONS D'ATTENUATION EN COURS OU PROGRAMMEES	DONATEURS
Régions	Départements	localités			
Savanes	Ferké Korhogo	Ferké Korhogo Taux de Malnutrition élevé Perte du cheptel et BCA Crise filière coton et filère anacarde Accès limité aux intrants Faible production (perturbation pluviométrique)	8300	Programme agricole -Production de semence communautaire -Plan de riposte de Nutrition -Distribution de vivres -Distribution de Vivres	FAO, SUEDE, USA, CERF, CICR, PNR, CBS, FAO, UE UNICEF, UE PAM
Denguélé	Odiéné	Odiéné Taux de Malnutrition élevé Accès limité aux intrants et denrées alimentaires Faible production (perturbation pluviométrique)	1400	Plan de riposte de Nutrition Programme Agricole Distribution de Vivres	UNICEF, UE FAO, SUEDE, USA, CERF PAM
Bafing	Touba	Touba Nord Accès limité aux intrants et denrées alimentaires Faible production (perturbation pluviométrique)	300	Programme Agricole	FAO, SUEDE, USA, CERF
Montagnes	Bangolo	Danané nord Biankouma nord Zou Zéo Population retournée Accès limité aux intrants et denrées alimentaires	3400	Programme Agricole Distribution de Vivres	FAO, SUEDE, USA, CERF

6.1 ZONES A RISQUE ALIMENTAIRE			6.2 POPULATION VULNERABLE IDENTIFIEE	6.4 ACTIONS D'ATTENUATION EN COURS OU PROGRAMMEES	DONATEURS
Régions	Département s	localités			
Moyen- Cavally	Guiglo Duékoué	Guiglo(axe Guiglo- Bedy Goazon) Blolequin Nord et sud Axe Duékoué – Bagouoho Axe Guéyébly- Séhoun Guiglo Population retournée Accès limité aux intrants et denrées alimentaires	5700	Programme Agricole Distribution de Vivres	FAO, SUEDE, USA, CERF, CICR
Zanzan	Doropo, Tehini Bouna	Nord ouest de Doropo, Nord Est de Tehini et Sud Est de Bouna Accès limité aux intrants Faible production (perturbation pluviométrique)	900	Programme Agricole	FAO, SUEDE, USA, CERF, CICR
Haut Sassandra	Vavoua	Dania et Ketro Bassam Population retournée Accès limité aux intrants et denrées alimentaires	800	Programme Agricole	FAO, SUEDE, USA, CERF,
Vallée du Bandaman	Sakassou	Accès limité aux intrants et denrées alimentaires	300	Programme Agricole	FAO, SUEDE, USA, CERF
Worodou gou	Mankono	Accès limité aux intrants et denrées alimentaires	300	Programme Agricole	FAO, SUEDE, USA, CERF

(Noms de villages, communes ou départements)	Population vulnérable identifiée	Action d'atténuation	Donateurs
Port-Bouet Quartier d'Adjouffou	Enfants 0-24 mois PVVIH adultes et enfants	Complémentation en nutriments essentiels Complémentation en nutriments essentiels	ONG l'Espoir d'Adjouffou + Fonds propres SpiruCi
Vridi Quartier Vridi-Canal	Enfants 0-24 mois PVVIH adultes et enfants	Complémentation en nutriments essentiels Complémentation en nutriments essentiels	Démarche en cours vers Caritas + Fonds propres SpiruCi

Au total, ce sont environ 21 400 ménages vulnérables qui ont été assistés.

VII. SITUATION NUTRITIONNELLE

7.1. Analyse de la situation nutritionnelle en Côte d'Ivoire

L'évaluation de l'état nutritionnel des populations en Côte d'Ivoire (2004) a révélé que la malnutrition aiguë touche 7,3% des enfants de 0 à 59 mois, dont 1,5% souffrent de malnutrition sévère.

Selon MICS 2006, la malnutrition aiguë au niveau national pour la même tranche d'âges est de 7% (Nord 12%) avec 1 % de formes sévères. Elle est la cause sous jacente de 54% de décès des enfants de moins de 5 ans. Cependant la partie Nord du pays présente une prévalence qui dépasse le seuil d'urgence (10%). En effet une enquête nutritionnelle transversale utilisant la méthodologie SMART a été menée en Juillet 2008 pour fournir des données récentes sur la malnutrition et les carences en micronutriments, cette étude a révélé dans le Nord des chiffres alarmants avec un taux de malnutrition aigue globale à 17,5% avec 4% de formes sévères et un taux d'anémie globale à 80,8% pour les enfants de 6 à 59 mois.

La malnutrition chronique au niveau national est de 34% (MICS 2006) avec une prédominance au Nord-est avec 46.6% et au Sud-ouest avec 41.1%.
Le petit poids de naissance est de 16,5%.

L'allaitement maternel constitue aussi un véritable problème, en effet toujours selon le MICS 99% des femmes le pratique, 84% le poursuivent jusqu'à l'âge de 2ans. Mais seulement 4% des femmes allaitent de façon exclusive leur enfant jusqu'à l'âge de 6mois.

En ce qui concerne les carences en micronutriments : la prévalence de la carence en vitamine A des enfants de moins de 5ans est passée de 31,3% en 1996 à 26,9% en 2007, celle de la carence en fer est de 67,4% pour les enfants de moins de 5 ans (PIPAF, 2007), de 58% pour les femmes en âge de reproduction (Rohner et al, 2007). La prévalence des Troubles dus à la Carence en Iode est passée de 40% en 1994 à 4.8% en 2004 chez les enfants de 6 à 12 ans avec le goitre endémique en forêt (12.1%), dans les montagnes (6.0%) et au niveau du littoral (5.6%).

En ce qui concerne le statut nutritionnel des personnes vivant avec le VIH, une étude réalisée à Abidjan dans la région des Lagunes en 2007 sur les PVVIH a montré un taux de prévalence

de 12% de malnutrition dont 1,7% de forme sévère¹, sachant que les enfants infectés ou affectés par le VIH ont un risque plus élevé de malnutrition.

Face à tous ces problèmes nutritionnels le ministère de la santé à travers le programme national de nutrition a mis en place un certain nombre de stratégies pour améliorer l'état nutritionnel de la population.

7.2. Les stratégies mises en place :

1. Lutte contre la malnutrition aigüe :

- Au niveau de la communauté : dépistage actif des cas de la communauté à travers les stratégies avancées avec la prise en charge des cas modérés au niveau des foyers d'animation et de réhabilitation nutritionnelle (FARN) et la référence des cas sévère au niveau des centre de santé.
- Au niveau des centres de santé (ESPC) : prise en charge en ambulatoire des cas sévère non compliqué ;
- Au niveau des hôpitaux généraux ou autres structures identifiées comme un centre de nutrition thérapeutique : prise en charge des cas sévères avec complication.

A ce jour, suite à l'enquête SMART, un projet de riposte contre la malnutrition dans le nord a été mis en place où le PNN en collaboration avec ses partenaires (UNICEF, ACF, PAM, FAO, TDH, MERLIN...) met en œuvre les actions sur le terrain en tenant compte de la stratégie expliquée plus haut.

L'intervention se fait en ce moment uniquement au nord du pays mais il reste encore l'ouest qui constitue une zone de vulnérabilité où il n'y a encore intervention. Une enquête rapide est envisagée en cas de financement.

2. Lutte contre les carences en micronutriments : les campagnes et la Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition (SIAN) permettent de faire la supplémentation en fer et en vitamine A. Pour la lutte contre les TDCI, il y a la mise en place de sites sentinelles pour le contrôle du sel iodé dans les ménages qui sont au nombre de 170 au compte de l'année 2008.
3. Promotion de l'allaitement par la redynamisation des hôpitaux amis des bébés, la formation des groupes de soutien, la formation des formateurs au cours intégré de l'OMS (conseil allaitement, alimentation du nourrisson et du jeune enfant et VIH) et la célébration de la journée mondiale de l'allaitement (caravane de l'allaitement, conférences éclatées...)
4. Soins et soutien nutritionnels et alimentaires aux PIAVIH (y compris les OEV): projet de soins et soutien nutritionnels et alimentaires aux enfants nés de mères séropositives (sur 8 sites : Bouaké, Danané, Duékoué, Adzopé) et élaboration du guide national de soins et soutien nutritionnels et alimentaires aux personnes infectées et affectées par le VIH et/ou la tuberculose. Les activités prévues au cours de cette année sont l'élaboration de documents de base (normes et directives, protocole, modules de formation), le

¹ KOUAME KL : Analyse de la prise en charge nutritionnelle des PVVIH dans la région des Lagunes en Côte d'Ivoire, Mémoire du Diplôme Supérieur de Gestion des Programmes de Santé communautaire orientés vers la lutte Contre les IST-VIH/sida, Université Cheick Anta Diop, 2007.

renforcement des capacités des structures et le renforcement des connaissances des prestataires de santé et de service.

5. Le suivi des activités sur le terrain : véritable problème surtout au niveau des supervisions du niveau central avec le manque de véhicules et un faible appui du niveau districts sanitaires.

VIII. MESURES PRISES PAR L'ETAT (EN 2009) POUR LE RENFORCEMENT ET L'AUGMENTATION DE LA POPULATION AGRICOLE (CAMPAGNE 2009-2010), L'APPROVISIONNEMENT DES MARCHES, L'ACCES AUX ALIMENTS, ETC.

Plusieurs mesures ont été prises. Parmi elles, on peut citer les programmes ci-dessous.

8.1. Programme d'urgence riz

Objectif global

Accroître la production rizicole de 200 000 tonnes de riz blanchi en 2008, en vue d'atténuer de façon urgente les risques de pénurie de riz et à stabiliser la production nationale afin de sécuriser l'approvisionnement régulier en riz.

Actions/Activités

- Mise en valeur de 38 900 ha de riz irrigué dont 33 900 ha de riz de bas fond et 5 000 ha de plaines inondables ;
- Appui à l'exploitation de 800 000 ha de riz pluvial ;
- Réhabilitation de 1 000 ha de périmètres rizicoles irrigués ;
- Acquisition de semences, d'engrais et d'herbicides pour environ 38 900 hectares ;
- Equipement en petits matériels pour la mise en valeur d'environ 10 000 hectares spécifiquement identifiés dans les Régions Nord et Ouest n'ayant pas suffisamment bénéficié de l'appui de l'administration ;
- Acquisition de 31 unités de décortiqueries, de 31 magasins de stockage, de 31 tracteurs et attelages, de 325 motoculteurs, de 1000 bâches, de 93 batteuses vanneuses ;
- Acquisition et installation de pluviomètres ;
- Information, éducation et communication sur le programme d'urgence ;

Le coût du programme s'élève à 16 milliards de FCFA.

8.2. Programme d'urgence autres vivriers

Objectif global

Atténuer, voire juguler la hausse généralisée des prix des denrées alimentaires en augmentant l'offre nationale en produits alimentaires locaux d'une part, et d'autre part, assurer convenablement l'approvisionnement des marchés intérieurs en produits alimentaires de grande consommation que sont : la banane plantain, les maraîchers (oignon, tomate, gombo, piment, aubergine n'drowa) et le maïs.

- promouvoir la production de contre-saison de banane plantain et de maraîchers ;
- mettre en valeur 31 150 ha de vivriers dont 3 950 ha de maraîchers, 2 200 ha de plantain, et 25 000 ha de maïs. Ce qui permettra une production supplémentaire de :
 - 40 000 tonnes de banane plantain ;
 - 50 000 tonnes de maïs ;

- 43 950 tonnes de maraîchers (Oignon : 16 240 tonnes, Aubergine : 11 000 tonnes, Tomate : 8 450 tonnes, Piment : 5 000 tonnes, Gombo : 3 250 tonnes).

Le coût du programme s'élève à 14 368 882 980 FCFA.

8.3. Programme national de sécurité alimentaire et nutrition (PNSAN)

A moyen et long terme, la Côte d'Ivoire envisage d'élaborer et mettre en œuvre un Programme national de sécurité alimentaire et nutrition (PNSAN). Celui-ci devrait s'appuyer sur les acquis et expériences passées, sur la prise en compte du caractère multisectoriel et multidimensionnel de la sécurité alimentaire (production/disponibilité des produits; accessibilité pour tous et à tout moment; stabilité de l'offre dans le temps et dans l'espace; équilibre nutritionnel et qualité sanitaire des aliments) et sur l'implication de toutes les parties nationales (ministères techniques concernés, populations et société civile, ONG, projets et partenaires au développement).

L'objectif global est de disposer d'un document consensuel destiné à fédérer l'ensemble des acteurs et partenaires sur une vision partagée de développement durable des filières de productions alimentaires.

De façon spécifique, il s'agira de rechercher les voies et moyens pour :

1. réduire la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur et reconquérir progressivement le marché national des produits alimentaires ;
2. accroître la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière et améliorer la situation de l'emploi en milieu rural ;
3. favoriser l'intégration agricole régionale basée sur la complémentarité et les avantages comparatifs ;
4. mettre en place un cadre institutionnel adapté et opérationnel pour la mobilisation des investissements, la coordination et le suivi de la mise en œuvre du PNSA ;
5. assurer la péréquation entre les différentes zones/régions et la prévention des situations d'urgence, la mise en place d'un système de suivi-évaluation et des mécanismes institutionnels.

8.4. Financement des programmes

Le financement est à rechercher pour ces différents programmes. Toutefois certains partenaires au développement ont manifesté leur intérêt et leur intention d'appui.

Il s'agit de :

a. Programme d'urgence riz

- FIDA à hauteur de 1 842 000 000 F CFA par réallocation des ressources du PPMS ;
- Banque Mondiale pour 1 milliard de F CFA par réaménagement du PNGTER ;
- FAO pour un appui institutionnel et un financement de 500 000 USD.

b. Programme d'urgence vivrier

L'Union Européenne, dans le cas de l'ISFP, envisage prendre en charge un montant 7 127 112 175 FCFA du programme d'urgence autres vivriers à travers la FAO. Le document dudit projet a été transmis à la FAO.

c. Programmes à long terme

Les deux programmes de relance de la riziculture d'un montant de 44 296 300 000 FCFA et de relance vivrière autre que le riz d'un montant de 51 760 957 980 FCFA ont été transmis à l'UEMOA pour financement.

Le financement du Programme national de sécurité alimentaire ET Nutrition (PNSAN) qui sera élaboré est recherché.

Il reste entendu que toutes ces propositions ne sont que des intentions de financement qui ne sont pas encore acquises.

CONCLUSION

La pluviométrie meilleure par rapport 2007. Les productions ont été bonnes récoltes par rapport à 2007 en général mais plusieurs contraintes ont provoqué la baisse des récoltes de céréales dans certaines localités des Régions des Savanes, du Denguélé, du Bafing, des Montagnes et du Moyen Cavally en 2008.

Cette relative bonne production n'empêche pas la baisse importante du pouvoir d'achat des producteurs accentuée par la hausse des prix et les difficultés observées en 2008 au niveau de certaines cultures de rente (Cacao, Anacarde, Coton)

Au niveau du Cheptel, on enregistre en général une recrudescence de certaines maladies éradiquées.

Produits phytosanitaires et vétérinaires de mauvaise qualité envahissent les marchés et les services techniques de contrôle restent impuissants à ce phénomène qui est un danger pour le consommateur.

L'alimentation, l'école et la santé restent les trois premières dépenses qui affectent le plus les ménages depuis les 6 derniers mois.